SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1853.

Rapport de la Commission des Travaux Publics, chargée d'examiner le Projet de Loi, qui proroge la loi du 1^{er} mars 1851 concernant le tarif des correspondances télégraphiques.

(Voir les N^{os} 69 et 77 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Duc D'URSEL, Président, SPITAEELS, Vice-Président; le Baron DE BUISSERET, le Baron DAMINET, DE RYCKMAN, et ROBERT, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le service du tarif des correspondances télégraphiques se fait sous l'empire d'une loi du 1^{er} mai 1851.

Ce tarif, qui n'est que provisoire, a déjà été prorogé, pour une année, par une loi du 31 décembre 1852, et M. le Ministre réclame de nouveau une semblable mesure pour le même terme, attendu qu'il a déjà été nécessaire d'y faire des modifications, commandées par une convention passée à Paris le 4 octobre 1852, qui réduit les taxes sur certains parcours.

Des communications nouvelles avec l'étranger et les fluctuations continues opérées dans le mouvement général des correspondances télégraphiques, n'offrent pas pour le moment la stabilité indispensable pour fournir les éléments nécessaires à la confection d'un travail définitif.

Tels sont les motifs qui obligent le gouvernement à vous demander de prolonger jusqu'au 31 décembre 1854, par conséquent d'une année, le tarif provisoire qui expire le 31 de ce mois.

La section centrale de la Chambre des Représentants a été unanime pour adopter cette mesure, et son rapport présenté par l'honorable M. Vermeire a été adopté. Votre commission partageant entièrement l'opinion de la Chambre des Représentants vous propose de lui accorder votre sanction.

Le Rapporteur,
A.-N. ROBERT.

Le Président,
Duc D'URSEL.